

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 29/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DALKIA BIOMASSE TOURS

40 rue James Watt
Acticampus 4
37200 Tours

Références : 2025/525/VAT20250327
Code AIOT : 0010011166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement DALKIA BIOMASSE TOURS implanté 43 AVENUE YVES FARGES 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW.

Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DALKIA BIOMASSE TOURS
- 43 AVENUE YVES FARGES 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS
- Code AIOT : 0010011166
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation des installations est autorisée par :

- l'arrêté préfectoral n°19663 du 19 mars 2013 autorisant la société DALKIA BIOMASSE TOURS à exploiter une centrale de cogénération biomasse sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°21110 du 5 avril 2022 relatif notamment aux prescriptions applicables en lien avec l'épandage des cendres sous foyer ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°21376 du 10 décembre 2024 relatif notamment aux prescriptions applicables en lien avec les épisodes de pollution atmosphériques et la modification du plan d'épandage.

L'activité principale relève de la rubrique suivante :

- 2910-A-1 : installation de combustion (pour une puissance nominale maximale de 49,5 MW PCI).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8	Demande d'action corrective	2 mois
4	Combustible biomasse b)v) - VLE et analyses sur lot de combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-I et Art.12	Demande d'action corrective	2 mois
5	Combustible biomasse b)v) - VLE et analyses sur les cendres volantes	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-II et Art.12 et Art.14-II et III	Demande d'action corrective	2 mois
20	Mesure périodique – Chaudière FOD	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.80	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
21	Modification	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des installations	19/03/2013, article Art. 1.6.1		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 07/05/2025, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	Sans objet
3	Combustible biomasse b)v)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9	Sans objet
6	Combustible biomasse b)v) - Fiche combustible et contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.11 et Art.12	Sans objet
7	VLE – Conditions de référence	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57	Sans objet
8	VLE chaudières >500h/an jusqu'au 31/12/2024	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-I.a)	Sans objet
9	VLE chaudières <500h/an	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-I.a)	Sans objet
10	VLE chaudières >500h/an à compter du 01/01/2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-III	Sans objet
11	Autres VLE – HAP	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I	Sans objet
12	Autres VLE - COVNM	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II	Sans objet
13	Autres VLE - HCl et HF	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III	Sans objet
14	Autres VLE - Dioxines et furanes	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-IV	Sans objet
15	Autres VLE –	Arrêté Ministériel du 03/08/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	NH3	article Art.62-V	
16	Autres VLE – Métaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI	Sans objet
17	VLE (zone PPA)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.51	Sans objet
18	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.64	Sans objet
19	Mesure périodique – Chaudière biomasse	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/05/2025, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un

<p>engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</p> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a renseigné le registre MCP (ID de l'installation : 13029456) conformément aux données correspondant à l'installation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Puissance de l'installation : 49,5 MW PCI autorisée le 19/03/2013 - Puissance de la chaudière biomasse (n°1) : 28 MW PCI - Puissance de la chaudière FOD (Fioul domestique) (n°2) : 21,5 MW PCI. <p>L'exploitant s'est engagé à faire fonctionner la chaudière FOD sur une durée inférieure à 500 heures par an. L'arrêté préfectoral complémentaire n°21110 du 05/04/2022 acte ce mode de fonctionnement.</p> <p>=> Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Combustible

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Registre des combustibles.</p> <p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.</p> <p>Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur origine ;

- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

Constats :

Présentation du rapport annuel et de la synthèse du plan d'approvisionnement en biomasse solide et du tableau de suivi des entrées de biomasse solide pour l'année 2024.

Dans ces documents, les différents types de combustibles utilisés sont classés selon la définition de la CRE (Commission de Régulation de l'Energie) et selon le référentiel « Bois énergie » de l'ADEME :

- catégorie 1 (CRE) et 2B-CIB (ADEME) : Connexes et sous-produits de l'industrie du bois pouvant faire l'objet d'une utilisation matière ;
- catégorie 2 (CRE) et 2B-CIB (ADEME) : Connexes et sous-produits de l'industrie du bois ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière (écorces, chutes, etc.) ;
- catégorie 3 (CRE) et 3A-BFVBD (ADEME) : Broyats notamment issus de centres de tri de déchets industriels banals recyclables ;
- catégorie 5 (CRE) et 1A-PFA / 1C-PFA (ADEME) : Toute biomasse issue de forêt, et par extension de haies, bosquets et arbres d'alignements.

En 2024, les quantités de combustibles utilisées dans la chaudière biomasse étaient réparties de la façon suivante :

- catégorie 1 et 2 (CRE) : 2 405 t soit 2,64 % ;
- catégorie 3 (CRE) : 6 429 t soit 7,06 % ;
- catégorie 5 (CRE) : 81 561 t soit 89,67 %.

L'exploitant a précisé l'origine des combustibles afin d'en déterminer le type au regard de la « Fiche technique B : Combustibles », en date du 22/11/2019, et de la définition de la biomasse au sens de la rubrique 2910 :

- catégories 1 et 2 (CRE) : produits connexes de scierie ; combustible répondant à la catégorie « biomasse b)v) » classable dans la rubrique 2910-A ;
- catégorie 3 (CRE) : broyat de palettes faisant l'objet d'une Sortie de Statut de Déchet (SSD) ; combustible définit comme « biomasse b)v) » et sortit du statut de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du CE, classable dans la rubrique 2910-A ;
- catégorie 5 (CRE) : plaquettes forestières ; combustible définit comme « biomasse a) » classable dans la rubrique 2910-A.

Ces éléments n'apparaissent pas dans les documents présentés.

=> Les éléments permettant de déterminer les catégories des différents types de biomasse utilisés comme combustibles doivent être précisés : origine des combustibles et catégorie de biomasse au regard de la définition de « biomasse » au sens de la rubrique 2910 de la nomenclature ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Combustible biomasse b)v)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Biomasse

Prescription contrôlée :

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse.

Lorsque les combustibles utilisés dans l'installation de combustion sont produits par l'exploitant de cette installation et sur le même site, les dispositions de la présente section ne sont pas applicables, sous réserve que l'installation de combustion ne soit pas située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement et dès lors que l'exploitant a justifié, en application de l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement :

- l'élaboration de procédures internes permettant de garantir que les déchets de bois ainsi brûlés en interne sont correctement triés et ne sont pas traités. Ces procédures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- par une étude technico-économique, le mode de traitement de ces déchets et les mesures compensatoires envisagées.

Constats :

Des déchets répondant au b)v) de la définition de biomasse sont utilisés comme combustibles pour la chaudière biomasse.

Les dispositions des articles 10 à 14 de l'arrêté ministériel en référence s'appliquent.

=> Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Combustible biomasse b)v) - VLE et analyses sur lot de combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-I et Art.12

Thème(s) : Actions nationales 2025, Qualité de la biomasse

Prescription contrôlée :

Art.10 :

I. Les déchets répondant au b)v) de la définition de biomasse ne dépassent pas les teneurs en chacun des composés suivants :

Composé - Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)

Mercure, Hg= 0,2

Arsenic, As = 4

Cadmium, Cd = 5

Chrome, Cr = 30

Cuivre, Cu = 30

Plomb, Pb = 50

Zinc, Zn = 200

Chlore, Cl = 900

PCP = 3

PCB = 2

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Art.12 : [...]

- une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés au I de l'article 10 du présent arrêté, sur un lot, toutes les 1 000 tonnes fournies par un même fournisseur et pour un même type de combustible, et au minimum une fois par an par fournisseur et par type de combustible. Les modalités de prélèvement et d'analyses ainsi que les teneurs maximales autorisées sont fixées au I de l'article 10 ;

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas d'analyses permettant de justifier du respect de la qualité des déchets répondant au b)v) de la définition de biomasse utilisés comme combustible.

=> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les déchets répondant au b)v) de la définition de biomasse, utilisés comme combustible, respectent les teneurs maximales autorisées sur un lot et que la fréquence d'analyse est respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Combustible biomasse b)v) - VLE et analyses sur les cendres volantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-II et Art.12 et Art.14-II et

III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Cendres volantes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 10-II. Les cendres volantes issues de la combustion de déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse respectent les teneurs suivantes (en mg/kg de matière sèche) : Cd : 130 ; Pb : 900 ; Zn : 15 000 ; Dioxines et furanes : 400 ng I-TEQ/ kg.</p> <p>Art.12: [...] - une analyse de la teneur en métaux et dioxines visés au II de l'article 10 du présent arrêté dans les cendres volantes une fois par semestre.</p> <p>Art.14-II et III : II. - Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur un lot ou lorsque les résultats d'analyses réalisées sur les cendres volantes conformément à l'article 12 du présent arrêté ne respectent pas les seuils définis respectivement au I ou au II de l'article 10 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas un mois. La fréquence de l'ensemble des analyses réalisées au titre de l'article 12 du présent arrêté est alors doublée par : - une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés au I de l'article 10 du présent arrêté effectuée sur un lot toutes les 500 tonnes fournies, et au minimum une fois par semestre ; - une analyse de la teneur en métaux et dioxines visés au II de l'article 10 du présent arrêté effectuée dans les cendres volantes une fois par trimestre. III. - Les fréquences d'analyses sur lot et dans les cendres volantes sont rétablies aux fréquences prévues à l'article 12 dès lors que deux résultats d'analyses consécutifs sur lot et deux résultats d'analyses consécutifs sur cendres volantes sont conformes aux seuils fixés à l'article 10 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant : - a indiqué qu'à l'arrivée sur site, les différentes catégories de combustibles sont stockées dans le silo et sont donc mélangées avant combustion dans la chaudière ; - a indiqué qu'il en résulte que les cendres volantes contiennent une faible part de cendres issues de la combustion du combustible de catégories 1 et 2 (CRE), produits connexes de scierie définis comme « biomasse b)v) », qui a représenté en 2024 2,64 % des combustibles utilisés ; - a présenté le certificat d'acceptation préalable édité par la société SECHE (période allant du 10/12/2024 au 09/12/2025) qui précise les concentrations pour les métaux mais pas pour les dioxines et furanes ; - n'a pas été en mesure de présenter les résultats d'analyses dans les cendres volantes qui sont à réaliser bien que la part de combustible "biomasse b)v)" soit faible.</p> <p>=> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les déchets répondant au b)v) de la définition de biomasse, utilisés comme combustible, respectent les teneurs maximales autorisées dans les cendres volantes et que la fréquence d'analyse est respectée.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Combustible biomasse b)v) - Fiche combustible et contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.11 et Art.12
Thème(s) : Actions nationales 2025, Lot de combustible
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art.11 : Chaque lot de combustible livré sur le site est remis avec une fiche d'identification précisant le type, la nature, l'origine, la quantité livrée (en tonnes et en MWh PCI) ainsi que l'identité du fournisseur. Aucun lot dont la fiche d'identification fait mention de critères ne respectant pas ceux définis par l'exploitant dans son programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles visé à l'article 8 du présent arrêté ne peut être accepté par l'exploitant.</p> <p>Art.12 : [...] - un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant dans le programme de suivi visé à l'article 8 et permettent notamment de s'assurer de l'absence de corps étrangers tels que plastiques, agrafes, ferrailles ou pierres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vérification par sondage de l'identification d'un lot de combustible de catégorie 1 et 2 (CRE), répondant à la catégorie « biomasse b)v) » : - bon de livraison n°CFB0353999 du 16/04/2024 ; - type : plaquettes de bois ; nature : bois de scierie ; origine : scierie située à Méobecq 36500 ; quantité en tonnes : 25 ; fournisseur : société SAS RYV 36400 La Berthenoux. Concernant la "quantité en MWhPCI" : information vue lors de la visite sur un autre document associé au bon de livraison, mais non relevée précisément par l'inspection. Les procédures concernant la réception de la biomasse sont présentes sur site et précisent notamment les opérations liées au contrôle visuel afin de s'assurer de l'absence de corps étrangers tels que plastiques, agrafes, ferrailles ou pierres. Par sondage, l'inspection a vérifié visuellement la qualité de la biomasse sur des échantillons prélevés pour contrôle (humidité / granulométrie) et au niveau du silo de stockage : absence de plastique, métaux, pierres.</p> <p>=> Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VLE – Conditions de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence

Prescription contrôlée :

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

Constats :

Les derniers rapports d'analyses des effluents gazeux montrent que les résultats sont rapportés :

- à 6 % d'O₂ pour la chaudière biomasse (mesures du 29 au 30/10/2024) ;
- à 3 % d'O₂ pour la chaudière FOD (mesures du 2 au 09/04/2021).

Pour information, l'article 8.1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°19663 du 19/03/2013 indique des teneurs en oxygène identiques à celles de l'article 57 de l'arrêté ministériel.

=> Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : VLE chaudières >500h/an jusqu'au 31/12/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-I.a)

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE chaudières existantes P_{totale} > 5 MW > 500 h/an Jusqu'au 31/12/2024

Prescription contrôlée :

I.- a) Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;

[...]

Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³)

VLE « Biomasse solide » : P ≥ 20 : 200 / 400 (5) / 30 (18)

[Renvois applicables à l'installation : aucuns].
Constats : Valeurs maximales des résultats de chacune des séries de mesures réalisées du 29 au 30/10/2024 sur la chaudière biomasse (rapport n°22075532/1.1.2.R) : SO2 (mg/Nm3) : 4,88 / NOx (mg/Nm3) : 275 / Poussières (mg/Nm3) : 0,657. => Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE chaudières <500h/an

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-I.a)
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE chaudières Ptotale > 5 MW< 500 h/an
Prescription contrôlée : I.- a) Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : - aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ; Polluants : SO2 (mg/Nm3) / NOx (mg/Nm3) / Poussières (mg/Nm3) VLE « Fioul domestique » : P ≥ 20 : - / 150 (9) / - [Renvois applicables à l'installation : aucuns].
Constats : Valeurs maximales des résultats de chacune des séries de mesures réalisées du 2 au 09/04/2021 sur la chaudière FOD (rapport n°8533884/2.2.2.R) : SO2 (mg/Nm3) : 160 / NOx (mg/Nm3) : 111 / Poussières (mg/Nm3) : 0,538. => Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : VLE chaudières >500h/an à compter du 01/01/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes – Ptotale>5MW – enregistrées avant 01/01/14 – A/C du 01/01/2025
Prescription contrôlée : III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er

<p>janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;</p> <p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³) VLE « Biomasse solide » : P ≥ 20 : 200 / 400 (1) / 30 / 200</p> <p>[Renvois applicables à l'installation : aucuns].</p>
<p>Constats :</p> <p>La campagne 2025 de mesures sur les effluents atmosphériques de la chaudière biomasse est prévue au second semestre.</p> <p>=> Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Autres VLE – HAP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE HAP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm³. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Valeurs maximales des résultats de chacune des séries de mesures des rapports d'analyses précités pour le paramètre HAP : Chaudière biomasse : 0 mg/Nm³ ; Chaudière FOD : 0,005 ng/Nm³.</p> <p>=> Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Autres VLE - COVNM

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE COVNM</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm³ en carbone total. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Valeurs maximales des résultats de chacune des séries de mesures des rapports d'analyses</p>

précités pour le paramètre COVNM : Chaudière biomasse : 3,07 mg/Nm ³ ; Chaudière FOD : 0,444 mg/Nm ³ . => Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Autres VLE - HCl et HF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE HCl et HF
Prescription contrôlée : III. - Pour les chaudières de puissance supérieure à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes : - HCl : 10 mg/Nm ³ ; - HF : 5 mg/Nm ³ . Ces valeurs peuvent être adaptées par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant montrant l'impossibilité d'atteindre ces valeurs en raison du combustible ou de la technologie de combustion utilisés, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les valeurs déterminées par le préfet ne dépassent en aucun cas 30 mg/Nm ³ en HCl et 25 mg/Nm ³ en HF. [...]
Constats : Valeurs maximales des résultats de chacune des séries de mesures du rapport précité pour la chaudière biomasse (chaudière FOD non concernée) : Chaudière biomasse : HCl : 0,803 mg/Nm ³ / HF : 0 mg/Nm ³ . => Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Autres VLE - Dioxines et furanes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-IV
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE Dioxines et furanes
Prescription contrôlée : IV. - Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm ³ .
Constats : Valeurs maximales des résultats de chacune des séries de mesures du rapport précité pour la chaudière biomasse pour le paramètre dioxines et furanes (chaudière FOD non concernée) :

Chaudière biomasse : 0,048 pg/Nm3.
=> Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Autres VLE – NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-V
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE chaudières NH3
Prescription contrôlée : V. - En cas de dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou ses précurseurs : - pour les chaudières de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 et pour les autres installations enregistrées à compter du 1er janvier 2014, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 5 mg/Nm3. Cette valeur peut être adaptée par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sans toutefois dépasser 20 mg/Nm3. - pour les autres appareils de combustion, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 20 mg/Nm3.
Constats : Installation non dotée d'un dispositif de traitement de NOx à l'ammoniac ou ses précurseurs. => Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Autres VLE – Métaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE métaux
Prescription contrôlée : VI. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes : Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum) Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm3 par métal et 0,1 mg/Nm3 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm3 exprimée en (As+Se+Te) plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm3 exprimée en Pb Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm3 pour la somme des métaux

Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.
Constats : Valeurs maximales des résultats de chacune des séries de mesures du rapport précité pour la chaudière biomasse (chaudière FOD non concernée) en mg/Nm3 : - Cd : 0,0253 / Hg : 0,0014 / TI : 0 / somme : 0,0267 - Somme As, Se, Te : 0 - Pb : 0,00199 - Somme Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn : 0,158 => Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : VLE (zone PPA)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.51
Thème(s) : Actions nationales 2025, Périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère (PPA)
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les installations visées aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté sont situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral peut renforcer l'ensemble des dispositions du présent arrêté, et notamment : - abaisser les valeurs limites prévues aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté ; et/ ou - anticiper la date d'application de ces valeurs limites ; et/ ou - prévoir une fréquence plus élevée des mesures des émissions atmosphériques prévues aux articles 76,77,78,79,80.
Constats : L'établissement est situé dans le périmètre du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération Tourangelle. L'établissement rentre dans les critères d'application de la « fiche action » ECO1 du PPA en vigueur (version approuvée en janvier 2024) : - Fiche ECO1 Limiter les émissions des principaux émetteurs industriels : l'établissement n'est pas IED, néanmoins cette fiche est applicable au vu des données déclarées sur GEREP pour les émissions de NOx qui sont supérieures à 20 t/an (57,87 t en 2024). Les émissions de COVNM sont quant à elles inférieures à 20 t/an (4,3 t en 2024). L'arrêté préfectoral complémentaire n°21376 du 10/12/2024 prescrit la mise en œuvre de mesures d'urgence en cas de pics de pollution. Le respect de ces prescriptions n'a pas été vérifié lors de la visite d'inspection objet de ce rapport. => Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Démarrage et arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt
Prescription contrôlée : Démarrage et arrêt. Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.
Constats : Vérification de ce point uniquement pour la chaudière principale (biomasse). L'exploitant a transmis les procédures suivantes : <ul style="list-style-type: none">- DBT-EX-H-003-P1.1 en date du 26/09/2017 : Mise en service de la chaudière biomasse ;- DBT-EX-H-002-P1.1 en date du 29/02/2016 : Arrêt de la chaudière biomasse. Ces procédures décrivent précisément le déroulé des opérations de démarrage et d'arrêt. Ce point n'appelle pas d'autres commentaires. => Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Mesure périodique – Chaudière biomasse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
Prescription contrôlée : I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...] <ul style="list-style-type: none">- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.
Constats : Mesures sur la chaudière biomasse réalisées en mai 2023 et en octobre 2024. Bien que le délai entre les deux campagnes de mesures soit supérieur à 12 mois, ce point n'est pas considéré comme étant en écart. Prochaine campagne prévue en 2025. Concernant la chaudière FOD, c'est l'article 80 du même arrêté ministériel qui s'applique du fait que l'exploitant s'est engagé à la faire fonctionner moins de 500 h/an. Voir point de contrôle suivant. => Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Mesure périodique – Chaudière FOD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.80
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire appareil < 500 h/an
Prescription contrôlée : Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures pour lesquels l'exploitant s'est engagé à faire fonctionner leur appareil moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences au présent chapitre, des mesures périodiques des rejets atmosphériques sont exigées a minima : - toutes les 1 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est comprise entre 1 MW et 20 MW, - toutes les 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.
Constats : Le temps de fonctionnement de la chaudière FOD n'a pas été demandé lors de la visite. L'exploitant a précisé qu'une campagne de mesures est prévue au plus tard d'ici le 09/04/2026 (dernière campagne en date du 09/04/2021). => L'exploitant doit transmettre les éléments permettant le calcul du temps de fonctionnement de la chaudière FOD (temps de fonctionnement annuel et depuis la dernière campagne de mesures) et justifier que la périodicité de la mesure des rejets atmosphériques est respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 21 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article Art. 1.6.1
Thème(s) : Autre, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats :

<p>Un nouveau dispositif d'aspiration/filtration des poussières est installé depuis janvier 2025 au niveau du local « approvisionnement biomasse » qui fait partie de l'installation de stockage de bois soumise au régime de la Déclaration pour la rubrique 1532. Cette modification est considérée comme notable notamment du fait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la création d'un nouveau point de rejet atmosphérique ; - de l'exploitation d'un matériel ATEX ; - de la génération de déchets issus de la filtration ; - des éventuelles nuisances sonores pouvant être générées. <p>=> L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet la modification de l'installation suite à l'installation du dispositif d'aspiration/filtration des poussières au niveau du local « approvisionnement biomasse » avec tous les éléments d'appréciation (rejets atmosphériques, risque accidentel, gestion des déchets, nuisances sonores...)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>